



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

30/07/2020

Mettre un coup d'arrêt à l'offensive du gouvernement

Le remaniement confirme une nouvelle fois que Macron avec son gouvernement est déterminé à mener ses attaques antisociales jusqu'au bout, main dans la main avec le patronat capitaliste. Sur toutes les questions, retraites, assurance chômage, plan de « relance »: 100 milliards de plus pour les entreprises, particulièrement les multinationales, dans un seul objectif : restructurer, flexibiliser, baisser les salaires. Pour préserver et augmenter leurs profits.

Depuis la fin du confinement, les annonces de licenciements et de fermeture de sites de production sont légions. Automobile, aéronautique, tourisme, presse, télécoms, restauration, distribution, commerces... Par ailleurs, des milliers de petites boîtes vont faire de même, des milliers de CDD non renouvelés, des milliers d'intérimaires mis à la porte. Des millions travailleurs risquent de se retrouver au chômage, jetés à la rue !

Le dispositif Macron, créé par l'ordonnance du 22 septembre 1917, est présenté comme étant une solution à privilégier pour éviter les licenciements: l'accord de performance collective : accepter une baisse de salaire et une hausse du temps de travail pour garder son emploi.

Faux, les APC (accords de performance collective) sont un instrument de chantage, de pression maximum vis-à-vis des salariés : temps de travail et salaire contre maintien de l'emploi.

Un tel accord d'entreprise vise à *“répondre aux nécessités liées au fonctionnement de l'entreprise en vue de préserver, ou de développer l'emploi”*, En clair, si ce type d'accord est signé dans une entreprise, il permet à l'employeur de modifier les contrats de travail des salariés, en cas de refus du salarié c'est le licenciement.

L'accord de performance collective prévoit d'aménager la rémunération des salariés, baisser les salaires, de supprimer des jours de RTT, des avantages en nature, certaines primes, le treizième mois. Il peut déterminer de nouvelles conditions de mobilité professionnelle ou géographique interne à l'entreprise. Si un salarié travaille sur un site, il peut ainsi être prévu de le faire travailler sur un nouveau site.

Le *"Figaro économie"* explique que ces APC ne sont pas réservés aux entreprises en difficulté, au contraire, il serait plutôt pour les entreprises qui sont encore saines mais anticiperaient une éventuelle dégradation. Plusieurs grandes entreprises préparent des négociations. Ce journal cite Valéo qui a pour objectif de réduire sa masse salariale de 10% soit 100 millions d'ici à 2023.

Des discussions sont aussi en cours chez Derichebourg, l'un des principaux sous-traitants d'Airbus. Au sein de la rédaction du journal « l'Équipe », un accord de ce type est envisagé. La direction propose ainsi de baisser les salaires et de supprimer certains jours de RTT.

Ryanair, la compagnie low cost irlandaise, a demandé aux syndicats de signer un accord collectif prévoyant une baisse des rémunérations à hauteur de 10% pour les hôtesses et stewards et 20% pour les pilotes, pendant cinq ans. Sans cette signature, l'entreprise menace de licencier 20% de son personnel en France, soit 50 salariés.

Le détaillant de mode Camaïeu est en liquidation et pourrait fermer, menaçant 3 900 emplois. Les repreneurs potentiels ont déclaré qu'ils conserveraient au plus les deux tiers des emplois.

La direction du groupe Mercedes a annoncé début juillet que les véhicules ne seront plus produits à Smartville. Elle cherche un repreneur. A l'appel de l'intersyndicale, 1.000 salariées, ont manifesté à Sarreguemines. Les salariés de cette usine subissaient un chantage à l'emploi qui leur avait imposé des baisses de salaires depuis cinq ans. En 2015 avait été conclu un plan de compétitivité baptisé "Pacte 2020" qui prévoyait le retour à 39 heures de

travail hebdomadaires, payées 37, « *pour permettre de sauver l'usine* ». On constate ce qu'il en est. La vente de l'usine Smart démontre la nécessité de refuser en bloc et de combattre immédiatement toute logique de chantage à l'emploi.

Le gouvernement sait que les plans de licenciements ne vont pas passer, on voit les premières manifestations qu'il y a dès qu'une fermeture de site est annoncée. Dans ce contexte social explosif, il est en effet central pour Macron de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour contenir ou étouffer les colères et les luttes.

L'actualité politique de cette semaine est marquée aussi par une offensive sur le terrain sécuritaire : les visites du 1^{er} Ministre et de Darmanin dans des villes, des localités, leurs déclarations, visent à justifier une répression accrue des quartiers populaires, des luttes sociales.

Darmanin dans son interview au Figaro, promettait de « *stopper l'ensauvagement d'une certaine partie de la société* » et de « *réaffirmer l'autorité de l'Etat* » ;

Le premier ministre Jean Castex et le ministre de l'intérieur Gerald Darmanin ne cessent de répéter que la sécurité sera au cœur de leurs priorités gouvernementales. Castex a donc annoncé à Nice un certain nombre de réformes visant à regagner la confiance de la police, sous le vernis d'une lutte contre l'« *insécurité* » et la « *délinquance* ». Ils rendent les gens et en particulier les jeunes, responsables de la situation. Ils annoncent des mesures « *pour la sécurité du pays* » : extension des compétences de la police municipale, création d'un nouvel établissement pénitentiaire de 650 places, le recrutement de 80 policiers municipaux (sur Nice). Castex a annoncé au niveau national la création de 150 emplois pour « *renforcer l'action pénale de proximité* » et 10.000 policiers...

On constate une fois de plus, où mène la politique menée par le pouvoir relai du capitalisme en France. Chaque question- retraite – emploi- salaire – chômage – recherche – enseignement – sécurité - justice ... est un enjeu de classe.

L'objectif permanent du capitalisme, sa raison d'être, son obsession permanente, est la recherche du profit maximum, par tous les moyens. Il lui faut exploiter tout et toujours plus en permanence.

Pour mettre un coup d'arrêt à cette politique, un mouvement large, uni des travailleurs et de la jeunesse est indispensable.

Les travailleurs, le peuple, pour repousser, stopper les attaques en tous genres, pour imposer des revendications, des conquêtes sociales, on a une seule arme : leur lutte. Mais, ils sont le nombre.

Un mouvement de lutte se développe aujourd'hui: les salariés d'Amazon, de la boulangerie de l'Europe à Reims, de Castorama, de Monoprix...dans la santé, dans l'aéronautique, l'automobile... (*voir article sur notre site*). Il faut continuer à le faire grandir, partout dans les entreprises, les établissements d'enseignements.

Pour faire reculer le pouvoir actuel, il faut comme hier, lutter sans relâche, tous ensemble, unis, de plus en plus forts.

La prochaine mobilisation est fixé le 17 septembre, cette date est décisive dans la mobilisation de la lutte.

Le capitalisme ne peut pas changer. Il ne recule que contraint et forcé et il repart toujours à l'attaque. L'opposition capital-travail est irréductible. C'est la lutte de classe.

Développer partout les luttes sociales, les faire converger est décisif.

Mener la lutte politique, en même temps contre le capital et ses relais, est tout aussi indispensable.

Pour faire une autre politique, utiliser les moyens considérables, extraordinaires de notre époque pour faire une politique au service du peuple, il faut lutter en permanence contre le capitalisme, lutter avec persévérance jusqu'à l'abattre, lui reprendre tous les pouvoirs et construire une autre société. Il faut pour cela que ça devienne l'exigence du peuple.

C'est le combat que mène notre Parti. Elargissons-le, menons-le ensemble.